

De nombreux ateliers sont distribués sur le canal de St- Quentin.

Le canal de l'Ourcq vient de s'ouvrir et bientôt Paris jouira de ses eaux, de la salubrité et des embellissemens qu'elles lui promettent. Le canal destiné à unir la navigation de la Seine, de la Saône, du Doubs et du Rhin, est presque entièrement exécuté jusqu'à Dole; et le trésor public reçoit déjà, dans l'augmentation du prix du bois auxquels ce canal sert de débouché, une somme égale à celle qu'il a fournie pour en continuer les travaux. Les canaux d'Aigues-Mortes et du Rhone, le dessèchement des marais de la Charente-Inférieure, sont commencés, et donneront de nouvelles routes au commerce, et de nouvelles terres à la culture. On travaille à réparer les digues de l'île de Cadzand, celle d'Ostende, celles des Cotes du Nord, et à rétablir la navigation de nos rivières. Cette navigation n'est déjà plus abandonnée aux seuls soins du Gouvernement. Les propriétaires des bateaux qui les fréquentent, ont enfin senti qu'elle étoit leur patrimoine, et ils appellent sur eux-mêmes les taxes qui doivent en assurer l'entretien.

Sur l'Océan, des forts s'élèvent pour couvrir la rade de l'île d'Aix, et défendre les vaisseaux de la République. Partout des fonds sont affectés à la réparation et au nettoisement de nos ports; un nouveau bassin et une écluse de chasse termineront le port du Havre, et en feront le plus beau port de commerce de Manche. Une compagnie de pilotes se forme pour assurer la navigation de l'Escaut, et l'affranchir de la science, et du danger des pilotes étrangers. A Anvers, vont commencer les travaux qui doivent rendre son commerce à son ancienne célébrité; et dans la pensée du Gouvernement sont les canaux qui doivent lier la navigation de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin, rendre à nos chantiers, à nos besoins, des bois qui croissent sur notre sol, et à nos fabriques une conformation que des manufactures étrangères leur disputent sur notre propre territoire.

Les îles de la Martinique, de Tabago, de Sainte-Lucie, nous ont été rendus avec tous les élémens de la prospérité. La Guadeloupe reconquise et pacifiée renait à la culture. La Guiane sort de sa longue enfance, et prend des accroissemens marqués.

Saint-Domingue étoit soumis, et l'artisan de ses troubles étoit au pouvoir de la France. Tout annonçoit le retour de sa prospérité; mais une maladie cruelle l'a livré à de nouveaux malheurs. Enfin, le fléau qui défolioit notre armée, a cessé ces ravages; les forces qui nous restent dans la colonie, celles qui y arrivent de tous nos ports, nous garantissent qu'il sera bientôt rendu à la paix et au commerce. Des vaisseaux partent pour les îles de France et de la Réunion, et pour l'Inde. Notre commerce maritime recherche les traces de ses anciennes liaisons, en forme de nouvelles, et s'enhardit par des essais. Déjà une heureuse expérience et des encouragemens ont ranimé les armemens pour la pêche qui fut longtemps le patri-

moine des François. Des expéditions commerciales plus importantes sont faites ou méditées, pour les colonies occidentales, pour l'île de France, pour les Indes. — Marseille reprend sur la Méditerranée son ancien ascendant. — Des chambres de commerce ont été rendues aux villes qui en avoient autrefois; il en a été établi dans celles qui, par l'étendue de leurs opérations et l'importance de leurs manufactures, ont paru les mériter. Dans ces associations formées par d'honorables choix, renaitront l'esprit et la science du commerce. Là se développeront les intérêts toujours inséparables des intérêts de l'Etat. Le négociant y apprendra à mettre, avant les richesses, la considération qui les honore, et avant les jouissances d'un vain luxe, cette sage économie qui fixe l'estime du citoyen et la confiance de l'étranger. Des députés choisis dans ces différentes chambres, discutent, sous les yeux du Gouvernement, les intérêts du commerce et des manufactures, et les loix et réglemens qu'exigeront les circonstances.

Dans nos armées de terre et de mer se propagent l'instruction et l'amour de la discipline; la comptabilité s'épure dans les corps militaires; une administration domestique a succédé au régime dilapidateur des entreprises et des fournitures. Le Soldat, mieux nourri, mieux vêtu, connaît l'économie; et les épargnes qu'il verse dans la caisse commune, l'attachent à ses drapeaux comme à sa famille.

Toutes les ressources de nos finances deviennent plus fécondes. La perception des contributions directes et moins rigoureuse pour le contribuable. On comptoit en l'an 6, cinquante millions en garnissaires et en contraintes, et les recouvrements étoient arriérés de trois ou quatre années. Aujourd'hui on n'en compte pas trois millions, et les contributions sont au courant. — Toutes les règles, toutes les administrations, donnent des produits toujours croissans. La règle de l'enrégistrement est d'une efficacité qui atteint le mouvement rapide des capitaux et la multiplicité des transactions.

Au milieu de tant de signes de prospérité, on accuse encore l'exces des contributions directes. Le Gouvernement a reconnu avec tous les hommes éclairés en administration, que la surcharge étoit surtout dans l'inégalité de la répartition: des mesures sont arrêtées et déjà s'exécutent pour contenter l'inégalité réelle qui existe entre les divers départemens. Au plus tard, dans le cours de l'an 12, des opérations régulières et simultanées nous auront appris quelle est le rapport des contributions entre un département et un autre, et quelle est, dans chaque département, le taux moyen de la contribution foncière. Une fois assuré d'un résultat certain, le Gouvernement proposera les rectifications que réclame la justice. Mais dès cette session, et sans attendre les résultats il proposera une diminution importante sur la contribution foncière. Des innovations sont proposées encore dans notre système de finances: mais tout changement est un mal, si l'on n'est pas démontré jusqu'à l'évidence, que des avantages certains doivent en résulter. Le Gouvernement attendra, du temps et des discussions les plus approfondies, la maturité de ces projets que hasarde souvent l'impérialisme; qu'on appuie sur l'exemple d'un passé dont les traces sont déjà effacées pour la plupart, des esprits, et sur la doctrine financière d'une nation qui, par des efforts exagérés, a rompu toutes les mesures des contri-